

GWIN, Catherine, FEINBERG, Richard E. and contributors. *The International Monetary Fund in a Multipolar World : Pulling Together*. Washington (D.C), Overseas Development Council, Coll. « Policy Perspectives, n° 13 », 1989,188p.

Michel Bélanger

Volume 22, numéro 1, 1991

XX<sup>ème</sup> anniversaire d'Études internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702806ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702806ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bélanger, M. (1991). Compte rendu de [GWIN, Catherine, FEINBERG, Richard E. and contributors. *The International Monetary Fund in a Multipolar World : Pulling Together*. Washington (D.C), Overseas Development Council, Coll. « Policy Perspectives, n° 13 », 1989,188p.] *Études internationales*, 22(1), 187-188. <https://doi.org/10.7202/702806ar>

pallier les inconvénients de l'exclusion de la CEE, principalement par les accords de libre-échange conclus entre eux et la CEE en 1972-1973. Cet accommodement a permis de tirer avantage du marché commun sans avoir à assumer la participation aux politiques communes, notamment celle régissant l'agriculture.

La question des rapports entre la CEE et l'AELE a fait l'objet de «la déclaration de Luxembourg» (1984) où a été forgée la notion encore nébuleuse d'«espace économique européen». L'analyse approfondie de ce problème dans ses dimensions économique, politique et juridique, dans la perspective des principaux intéressés, est l'objet du présent ouvrage. Les auteurs ont eu le mérite de dépasser les généralités habituelles. L'approfondissement des analyses, surtout dans l'ordre politique et juridique, révèle à quel point les problèmes sont complexes. Leurs solutions sont loin d'être évidentes. Dans tous les cas particuliers, les populations et leurs élites politiques font face à des choix difficiles. Il s'agit toujours de réaliser des compromis entre certains avantages économiques et des infractions à des traditions nationales de souveraineté, de neutralité ou de fidélité à des liens traditionnels, tels ceux du Conseil nordique. Dans ce dernier, la Finlande est liée de façon particulière à l'URSS, la Norvège est un membre enthousiaste de l'OTAN, alors que le Danemark est membre de la CEE et que la Suède entretient une superbe neutralité. L'Autriche et la Suisse constituent deux autres cas très spéciaux. Alors que chacun de ces pays est plus ou moins tenté ou réticent à demander son entrée dans la Communauté, celle-ci, accaparée par l'accomplissement de son propre programme d'unification, manifeste de la réticence à négocier de nouvelles adhésions.

Couverte par un réseau enchevêtré d'alliances aux contenus juridiques divers, l'Europe demeure, comme dans toute son histoire, un ensemble polarisé où les rapports

de force à la fois diversifiés et mouvants s'expriment dans des institutions de prévention des conflits et de coopération.

Roger DEHEM

*Département d'économie  
Université Laval*

GWIN, Catherine, FEINBERG, Richard E. and contributors. *The International Monetary Fund in a Multipolar World: Pulling Together*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. «Policy Perspectives, n° 13», 1989, 188p.

Cet ouvrage collectif, de moins de 200 pages, se veut une réflexion sur le devenir de la stratégie du Fonds Monétaire International. Disons tout de suite que l'analyse est convaincante, grâce à la volonté de ses auteurs de se référer à une approche globale de la question, en envisageant le rôle du FMI vis-à-vis à la fois des pays en développement et des pays industrialisés. Les intervenants dans cet ouvrage viennent d'ailleurs d'horizons divers : à plusieurs Américains sont associés un Mexicain et deux Européens. L'Overseas Development Council, organisme privé américain bien connu (créé en 1969, il est installé à Washington, D.C.) fonctionnant comme un centre de recherches, a procédé à la coordination des contributions.

La réflexion est engagée à partir du caractère particulièrement controversé aujourd'hui du FMI. Il existe, semble-t-il, deux grandes conceptions sur le rôle que devrait jouer le FMI au cours de la dernière décennie du xx<sup>ème</sup> siècle : certains analystes pensent que le Fonds devrait s'intéresser en priorité aux relations financières entre les pays industrialisés, alors que d'autres considèrent que cette Organisation internationale devrait poursuivre son activité principale des années 1980, à savoir s'attacher avant tout à

améliorer la situation financière des pays en développement.

L'ouvrage comprend en fait deux grandes parties. La première se veut une analyse générale de la situation. Richard E. Feinberg (directeur des études de l'ODC) et Catherine Gwin (de la Fondation Rockefeller) présentent tout d'abord un panorama des évolutions envisageables pour améliorer le fonctionnement du FMI. Constatant une crise d'identité du Fonds, liée au déclin du leadership américain, ils sont favorables à un nouvel effort de centralisation, obtenu grâce à l'accord des États membres de l'Organisation sur un certain nombre de points. Ils distinguent alors six orientations souhaitables :

Préciser le rôle du Fonds en matière de gestion macroéconomique ;

Régler le problème de la dette du tiers monde ;

Redéfinir les relations avec les pays les moins avancés (ils s'intéressent notamment aux pays de l'Afrique sub-saharienne) ;

Accroître les relations FMI - Banque Mondiale ;

Intégrer l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est dans l'économie mondiale ;

Renforcer les capacités institutionnelles du FMI.

Cette analyse normative est assortie de propositions précises (comme, par exemple, confier l'assistance des pays à bas revenus à la Banque Mondiale et non au FMI). Dans le même ordre d'idées, Jacques J. Polak (économiste et diplomate hollandais) prêche pour le renforcement du rôle du FMI dans le fonctionnement du système monétaire international (en particulier grâce à des améliorations à apporter au système des droits de tirage spéciaux), et Peter B. Kenen (professeur d'économie à l'Université Princeton)

met l'accent sur l'action du FMI en tant qu'intermédiaire financier vis-à-vis aussi bien des pays en développement que des pays industrialisés.

Dans ce que l'on peut considérer comme sa seconde grande partie (chapitres 3, 4 et 5), l'ouvrage s'attache aux activités du FMI à l'égard des États du tiers monde. Jeffrey D. Sachs (professeur de commerce international à l'Université Harvard), en partant du Plan Brady (de mars 1989), réfléchit sur la portée du principe de conditionnalité, et propose tout spécialement de combiner des mesures de réajustement fiscal avec des mesures de réduction des dettes. Guillermo Ortiz (Sous-secrétaire d'État mexicain aux Finances), en se fondant sur le cas du Mexique, souhaite notamment une amélioration de la procédure de la « facilité élargie ». Louis Goreux (ce Français a longtemps été fonctionnaire international), s'intéressant aux pays à faibles revenus, insiste quant à lui sur le rôle « catalytique » du FMI (p. 152).

Toutes ces analyses permettent, une fois combinées, de faire le point sur l'avenir immédiat du FMI. L'étude est très documentée. Elle n'oublie pas d'évoquer les temps forts de l'évolution du Fonds, de Bretton Woods à nos jours. Elle cerne bien la complexité des données, tout en restant particulièrement claire. Il n'y a pas de bibliographie générale, mais de nombreuses notes bibliographiques sont ajoutées à la fin de chaque chapitre. L'ouvrage remplit donc bien son objectif, à savoir dresser un état précis et global d'une question. Il est marqué par une volonté de réalisme, et son intérêt dépasse assurément le cadre strictement américain. On peut toutefois remarquer que l'analyse de la « démocratisation » du FMI est finalement peu abordée (l'accès plus ouvert à la documentation du Fonds apparaît ainsi - p. 26 - comme une proposition à portée relativement réduite).

Michel BÉLANGER

Université de Bordeaux I, France